

**PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE**

Marseille, le 6 juin 2003

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Mme CONSOLE

☎ 04.91.15.69.32

Muriel.CONSOLE@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

n° 197-2003/2003-037-A

**ARRETE COMPLEMENTAIRE**  
**relatif à la société PROVENCE STOCK SERVICE**  
**portant sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines**  
**au droit ou à proximité de son établissement**  
**sis en Arles - zone industrielle nord**

---

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,**  
**PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**  
**OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

---

VU le Code l'Environnement, Livre V Titre 1er,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2001 portant révision de l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 précité,

VU les arrêtés préfectoraux n° 1988-082/1988-040-A du 4 juillet 1988, n° 1988-158/1988-043-A du 7 novembre 1988, n° 1991-184/1990-079-A du 8 octobre 1991, n° 1999-167/1998-072-A du 15 juin 1999 et n° 2000-052/1999-191-A du 9 mai 2000 autorisant la société PROVENCE STOCK SERVICE à exploiter des installations de dépôts de produits agro-pharmaceutiques en ARLES – zone industrielle nord,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 17 février 2003,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 10 avril 2003,

CONSIDERANT que les activités exercées par la société PROVENCE STOCK SERVICE - listées pour mise à jour à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2000-052/1999-191-A du 9 mai 2000 – répondent aux caractéristiques précisées à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 3 août 2001 susvisé,

CONSIDERANT en conséquence que la société PROVENCE STOCK SERVICE doit respecter les dispositions dudit arrêté ministériel,

CONSIDERANT dès lors qu'il convient d'imposer à la société PROVENCE STOCK SERVICE des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son établissement sis en Arles - zone industrielle nord,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La Société **PROVENCE STOCK SERVICE**, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 11 rue Jacques Lieutaud – 13200 ARLES, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité de son site de la Zone Industrielle Nord d'Arles, dispositions prises en application de l'article 65 de l'Arrêté Ministériel du 02 février 1998 modifié par l'arrêté du 03 août 2001.

### **ARTICLE 2 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

#### **Article 2-1 - Conception du réseau de forages**

La définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, ainsi que des paramètres mesurés et de la fréquence des prélèvements seront justifiés par une étude hydrogéologique préalable.

#### **Article 2-2 - Réalisation des forages**

Les forages mis en place seront réalisés selon les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR - FD - X 31 614 d'octobre 1999.

### **ARTICLE 3 - ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES**

#### **Article 3-1 Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage, le conditionnement et les analyses des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD X 31 615 de décembre 2000 ; ils seront pratiqués par les soins d'un organisme agréé de l'administration.

#### **Article 3-2 Nature et fréquence d'analyses**

Les paramètres mentionnés ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur selon une fréquence semestrielle.

<b>Paramètres</b>	<b>Norme d'analyse</b>
PH	NFT 90 008
DCO	NFT 90 101
DBO <sub>5</sub>	NFT 90 103
CN <sup>-</sup>	ISO 6 703/2
HC Totaux	NFT 90 114
HAP	NFT 90 115

#### **Article 3-3 Résultats et suivi des mesures**

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique seront transmis à l'Inspection des Installations Classées et au service chargé de la police de l'Eau au plus tard un mois après leur réalisation avec :

- systématiquement, les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable, comparaison amont-aval au niveau hydraulique),
- le cas échéant, les origines d'une pollution constatée,
- les propositions de traitement éventuel.

Les calculs d'incertitudes (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

#### **ARTICLE 4 - ECHEANCES**

Les prescriptions ci-dessus devront être opérationnelles (mise en place du réseau de surveillance et premières analyses) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du livre II, titre III du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

#### **ARTICLE 6**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées, de l'Inspection du Travail et du service chargé de la Police des Eaux.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1<sup>er</sup> Chapitre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 Livre V Titre 1<sup>er</sup> Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 7**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### **ARTICLE 8**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 9**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Arles
- Le Maire d'Arles,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, <sup>X</sup>
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

**POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
Le Chef de Bureau,**

*M. Luvé*



**Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général**

*Emmanuel BERTHIER*